

Squat Toulouse : les classes populaires ont viré la racaille gauchiste



Tout d'abord, on ne va pas cacher notre joie d'avoir vu la maison de Roland libérée et le droit de propriété rétabli. Toutefois, au-delà du concert de réjouissances, certains éléments de cette affaire doivent être décryptés car ils révèlent une nouvelle fois le jeu pervers des instances de pouvoir et de l'ultra-gauche.

Par ailleurs, et c'est là le plus important, la réaction spontanée des supporters de Roland et leur victoire révèlent que l'idéologie gauchiste ne viendra jamais à bout de ce qu'il y a de plus profond dans la nature humaine ; en particulier l'idéal d'accession à la propriété et le droit à la propriété privée.

Enfin, le précédent est créé. Privés de la protection policière, les nervis de gauche ont été obligés de décamper face à la rébellion des couches populaires. C'est une digue de protection des élites qui vient de sauter, les nervis de gauche ne terrifient plus personne. Désormais, antifas et autres casseurs vont devoir y regarder à deux fois avant de chercher à soumettre les classes populaires.

Le squat vecteur de déconstruction du droit de propriété.

Depuis les années 60, nos adversaires procèdent méthodiquement

à la déconstruction, élément par élément, de tous les murs porteurs de notre civilisation. Tout y passe, et donc avec le reste, le droit de propriété. Cela se fait sur le long terme, pour aboutir à l'objectif final des mondialistes qui est l'abolition du droit de propriété. Dans ce sens, les pouvoirs publics successifs et les juges alliés à l'ultra-gauche ont institué un droit au squat et à l'appropriation du bien d'autrui.

Il existe même un site dédié au squat et un manuel du parfait squatter édité par l'ultra-gauche ; tout cela en parfaite transparence.

<https://fr.squat.net>



La ville de Toulouse en pointe depuis 25 ans. Depuis l'occupation des locaux de l'usine Myrys en 1995, celle ensuite du Grand Hôtel et Tivolier propriété de la préfecture de 2001 à 2005 et le relogement du collectif Mix'art Myrys sur une vaste friche industrielle aux Ponts Jumeaux, Toulouse a été, avec la complicité des pouvoirs publics, un lieu d'expansion et d'expérimentation de la doctrine du squat comme moyen de déconstruction du droit de propriété.

<http://mixart-myrys.org/presentation/historique/>

Jean-Luc Moudenc transige depuis toujours avec l'ultra-gauche pour acheter la paix sociale. C'est ainsi que la ville est piquetée de locaux associatifs que la municipalité a concédés à l'ultra-gauche après une période d'occupation illicite.

J'avais déjà commenté le fait et dénoncé la duplicité de Jean-Luc Moudenc dans ces affaires.

<https://ripostelaique.com/toulouse-moudenc-protège-les-islamo-gauchistes.html>

Le squat progresse en tâche d'huile à partir des lieux d'implantation des collectifs d'ultra-gauche. Au vu des images de l'évacuation d'hier soir, les crétins crasseux qu'on a vus filer sous la protection de la police étaient manifestement venus en voisin depuis Mix'art Myrys. Ils y sont immédiatement retournés en attente de prochaines récidives. Car soyons-en certains, ils n'en resteront pas là. Le squat se propage à partir des lieux déjà squattés et ensuite concédés à l'ultra-gauche par la municipalité. C'est un processus bien rôdé qu'aucune volonté politique n'envisage d'arrêter, bien au contraire.

Jean-Luc Moudenc traite aussi avec les musulmans pour acheter la paix sociale. C'est ainsi que la construction de la mosquée d'Empalot a fait l'objet d'une manipulation immobilière douteuse générant une plus value de 840 000 € pour la communauté musulmane, à laquelle il faut ajouter la cession à vil prix de son terrain d'assise par la ville de Toulouse. *Hamdoulillah.*

<https://liguedumidi.com/enclave-algerienne-a-toulouse-grace-a-jean-luc-moudenc/>

Par son usage abusif du droit de l'urbanisme, Jean-Luc Moudenc crée les conditions du squat et de la ruine de certains propriétaires. Il y a ainsi de très nombreux précédents où des propriétaires ont été spoliés. Dans l'affaire de Roland, c'est encore une fois le même scénario qui se répète. Le propriétaire, souvent sans grands moyens de défense, soit parce qu'il est une personne physique de condition modeste ou fragile, soit parce qu'il s'agit d'une institution sur laquelle les pouvoirs publics peuvent mettre la pression

(exemple, l'évêché dans l'affaire du squat de la Chapelle...) se retrouve spolié par une décision d'urbanisme abusive et manifestement délibérée. C'est typiquement le cas de la maison de Roland, vraiment sans aucun intérêt architectural, coincée en dent creuse entre d'autres unités foncières, en retrait par rapport à l'alignement sur la voirie, sans cœur d'îlot à préserver à l'arrière et située dans un tissu faubourien en cours de requalification et de réhabilitation urbaines. Franchement, malgré les fausses raisons invoquées par la mairie, la maison de Roland ne justifie en aucun cas d'être préservée. D'ailleurs, dans le voisinage, il y en a déjà eu de nombreuses rasées pour édifier des immeubles neufs et redonner à cette avenue un semblant de cohérence urbanistique. C'est très simple, soit cette maison justifiait d'être préservée et alors il fallait l'identifier comme telle au PLU et détourner son terrain d'assise, soit son terrain d'assise est classé constructible au PLU et dans ce cas, cela veut dire qu'elle ne présente aucun intérêt ; sans possibilité d'invoquer de manière arbitraire le sursis à statuer pour refuser un permis de construire.

Nous sommes manifestement là face un usage abusif, arbitraire et scandaleux du droit de l'urbanisme. Aujourd'hui, toute la ville de Toulouse est cartographiée, chaque parcelle est identifiée, toutes les maisons ont été repérées et identifiées. Il est donc tout à fait possible de mettre fin à l'arbitraire et de clairement définir au PLU celles qui doivent être conservées et celles qui peuvent être rasées. Si le statu quo est maintenu, ce n'est que parce que les élus souhaitent conserver une latitude et la possibilité de faire jouer l'arbitraire et donc l'injustice. Alors pourquoi et pour quelles mauvaises raisons ?

Qu'est ce qui anime les pouvoirs publics pour un tel usage abusif ? Connerie ambiante ? Démagogie par rapport à certains comités de quartier qui ne représentent personne mais s'arrogent le droit de bloquer toutes les opérations ? Délires

d'instructeurs ou de chefs de services à l'urbanisme qui n'ont jamais rien dessiné ni construit de leur vie ? Délires de ratés de l'architecture marqués par l'idéologie qui ne peuvent exister que par leur pouvoir d'entrave ? Corruption de certains ? Cela s'est déjà vu. Sentiment de toute-puissance qui grise les élus ? Interstices laissés en attente permettant toutes les magouilles ? Sans doute un peu de tout cela. Toujours est-il que les pouvoirs publics ne font rien pour assainir cette situation génératrice d'injustices et de conflits d'intérêts, donc cela crée un climat détestable.

Roland spolié par Jean-Luc Moudenc. Alors pourquoi un refus de permis de construire qui stérilise l'affaire et empêche Roland de réaliser son bien aux meilleures conditions avec un promoteur ? Pourquoi avoir invoqué un faux prétexte pour refuser le permis de construire puisque la maison de Roland n'est même pas une vraie Toulousaine à préserver ? Ou alors, si c'en est une, toutes les maisons individuelles de Toulouse sont des Toulousaines et il faut toutes les protéger. Quelles mauvaises raisons, quelles combinaisons se cachent derrière cette décision totalement arbitraire ? Tous les doutes sont permis et avec eux toutes les suspicions.

Comment les squatters ont-ils eu connaissance du dossier de Roland ? On pourra toujours dire qu'ils rodillent en permanence dans la ville, qu'ils observent les allées et venues des uns et des autres à la recherche d'opportunités. En tout cas, là, ils n'auront pas pu voir de permis de construire affiché puisqu'il n'y en a pas eu... Personnellement, je pense plutôt qu'ils ont des relais au sein même des services d'urbanisme où nidifient de nombreux parasites gauchistes qui leur signalent les bons coups. Car ce n'est pas n'importe quelle maison vide qui a été occupée. Celle de Roland avait été promise à un promoteur et le permis de construire refusé ; arguments justifiant la lutte contre les bétonneurs et donc le squat. On voit donc très bien pourquoi la maison vide de Roland a été choisie par idéologie plutôt qu'une autre et

comment elle justifiait le squat par un habillage fallacieux.

Des salopards qui accusent Roland d'avoir instrumentalisé son cas. La mauvaise foi de ces hyènes est sans limite. Dans un de leurs communiqués, ils se sont autorisés à accuser Roland d'instrumentaliser son cas et d'avoir créé les conditions d'une soi-disant violence contre eux. Bande de salauds, venir à une trentaine cagoulés pour lui piquer sa baraque, le conchier sur les réseaux sociaux ; et en plus ils osent se présenter comme les défenseurs des opprimés. Vous êtes vraiment des sous-merdes, des couilles molles parties comme des lopes, de peur de prendre la branlée où vous n'auriez eu aucun scrupule à vous mettre à plusieurs contre un adversaire isolé, comme vous l'avez si souvent fait.

Voici ce qu'on lit sur leur site :

''La Dépêche et Roland le proprio ont choisi d'instrumentaliser la situation de cette maison peu de temps après l'annonce du prolongement de deux mois de la trêve hivernale, créant un mouvement de défense de la propriété privée et un déferlement de haine et de violence. Depuis dimanche, une cohorte de harceleur.euse.s, mêlant les protagonistes habituel.les que sont les keufs, les fachos et les médias auquel.les se rajoutent des « citoyen.nes vigilant.es », menacent, tabassent et tentent d'expulser les habitant.es.''

<https://iaata.info/Communique-de-soutien-au-squat-de-l-avenue-de-fronton-4636.html>

Une saine réaction du voisinage. Il faut ici préciser la sociologie du quartier. Il s'agit d'un tissu faubourien ancien au-delà des barrières ; en l'occurrence celle de Paris. Quartier traditionnellement populaire mélangeant classe moyenne de souche en cours de paupérisation, populations immigrées de deuxième et troisième générations et récemment immigrées d'Afrique de l'Est, du Moyen-Orient et d'Asie

Centrale. Le quartier est clairement en voie de submersion migratoire, dans le cadre plus vaste du Scot qui prévoit l'implantation de 300 000 (trois-cent-mille) nouveaux venus d'ici 2030.

Proche des Isards et de Borderouge, le quartier comporte de très nombreux logements locatifs de construction récente. Disons que c'est traditionnellement un quartier pauvre, un quartier de la mixité invasive que les Blancs, qui en ont les moyens, sont progressivement en train de fuir. C'est donc à partir de ces populations mixées, souvent précaires que s'est déclenché un mouvement spontané de soutien à Roland et, en fait, de défense de la propriété privée.

Un fait saillant, un rayon de lumière qui doit être remarqué.

Il s'agit d'une très bonne nouvelle, les catégories les plus pauvres n'adhèrent pas à l'idéologie gauchiste d'abolition de la propriété privée ; ni à aucune idéologie gauchiste d'ailleurs. Au contraire, cette histoire le démontre, l'accession à la propriété, même si elle est hors de portée de la plupart de ces catégories, reste un idéal et un élément important de la construction personnelle et de l'insertion sociale. **Oui, la propriété privée est un droit sacré de la personne humaine, un idéal pour toutes les catégories sociales.** C'est ce qu'ont affirmé haut et fort les supporters de Roland dont la plupart ne sont probablement pas propriétaires, et probablement sans espoir de jamais le devenir. Sacrée déconvenue pour les gauchistes promoteurs de l'abolition du droit de propriété. **C'est l'un des rayons de lumière de cette affaire.**

Quand les catégories populaires se rebellent contre les nervis gauchistes, le préfet est obligé de les lâcher. À Toulouse, comme dans toutes les métropoles de France, ce sont les antifas et les nervis de gauche qui se sont alliés au pouvoir pour éteindre la poussée révolutionnaire venue de la France périphérique lors du soulèvement des Gilets jaunes.

L'éviction d'hier peut être considérée comme un précédent et comme un raté majeur dans le jeu de rôle que jouent les pouvoirs publics et les agitateurs d'ultra-gauche contre les catégories populaires.

À Toulouse, le peuple excédé s'est invité dans la partie et il a mis en échec cette alliance perverse. Sous la pression, le préfet qui avait refusé l'éviction accordée par le juge et accordé le maintien jusqu'à la fin de la période hivernale reportée au 1^{er} juin, a finalement dû laisser filer et envoyer sa police protéger les gauchistes de la vindicte des supporters de Roland. Le précédent fera sûrement date et les élus de tous bords feraient bien de faire très attention. Il se pourrait bien que désormais les gens ne se laissent plus duper et qu'ils se dressent contre les gauchistes instrumentalisés par les élites. Cette digue derrière laquelle ils se protégeaient vient de céder, et c'est tant mieux

Jamais l'idéologie gauchiste ne viendra à bout de ce qu'il ya de plus profond dans l'âme humaine.

Jamais l'idéologie gauchiste n'aura le dernier mot.

À Toulouse hier soir, face aux couches populaires, antifas, zadistes, squatters et nervis de gauche sont partis la queue entre les jambes sous protection policière.